

# La Tribune des enseignants charentais

U

n° 160 Octobre—Novembre 2010

SNUipp-FSU 16

numéro envoyé à toutes les écoles et à tous les syndiqué(e)s  
et non-syndiqué(e)s

## Edito

Jean-Paul Pochard,  
*secrétaire départemental du  
SNUipp-FSU Charente*

## LES IDEES DE CERTAINS, NOTRE ROLE A TOUS

### **2012 : ils s'y voient déjà**

2012 est déjà dans les têtes de tout le monde, enfin surtout dans celles de ceux qui s'imaginent aux commandes. Ce que l'on sait depuis des mois, c'est que l'éducation sera au centre de cette échéance. Certitude confirmée par le fait que tous les partis politiques veulent consulter les organisations syndicales de l'éducation et le SNUipp-FSU en particulier. Chacun lira en pages intérieures le détail du programme d'un des partis politiques actuellement au pouvoir. Ces réflexions seront le socle de leur projet pour l'éducation. Il va sans dire que si d'autres partis faisaient de même, nous ferions le même travail d'analyse.

### **Le mouvement social n'est pas fini et va continuer !**

A l'heure où le mouvement social sur la question des retraites est toujours en activité avec des actions ponctuelles dans le département, à l'heure où les actions sur la carte scolaire vont commencer pour refuser cette casse de l'école, certains tentent encore de façon grossière de détourner l'attention. Pour cela, il faut utiliser un marronnier, c'est à dire un sujet récurrent et qui fait que tout le monde se sent concerné et a, si possible, un avis à donner : les rythmes scolaires. Ensuite, on organise une pseudo concertation où tout le monde peut répondre en ligne en donnant son avis, plusieurs fois s'il le souhaite et en disant tout et son contraire aussi éventuellement. Enfin, on programme un bilan de tout ça en plein milieu d'une période que chacun sait déjà

qu'elle sera une saignée en terme budgétaire, la carte scolaire. Tout ça n'est pas « joli-joli » mais comme le dit l'adage : « plus c'est gros, plus ça passe ». Et dans le même temps, en cachette, en cachette, en pleine nuit juste après l'avis du Conseil constitutionnel, le Président promulgue la loi sur les retraites aux environs de 2 h du matin...

### **Que faisons-nous ?**

Le travail d'une organisation syndicale comme le SNUipp-FSU est dans ce contexte d'informer largement et précisément de tout ce qui n'est pas dit ou assumé derrière les discours. C'est ce que nous tentons de faire par ce bulletin. C'est aussi de définir les conditions d'une réaction collective, d'une résistance, d'une riposte à l'accumulation sans cesse grandissante des tâches et des responsabilités. Sur le dossier de la direction d'école, c'est ce que nous proposons à nouveau, en parallèle de ce qu'a fait le SNUipp national dans sa parution parvenue au domicile de tous les directeurs syndiqués et à toutes les écoles de France.

Parce que nous sommes d'accord sur l'essentiel, la volonté de défendre une éducation de qualité pour tous, parce que nous acceptons les divergences d'analyse des uns et des autres au sein du collectif, parce que nous serons tous ensemble pour défendre très bientôt les écoles pour la carte scolaire, nous devons nous rappeler entre-nous la nécessité de la syndicalisation et de la participation de chacun aux actions collectives.

## Communiqué FSU **Toujours le mépris !**

La promulgation dans la précipitation et en pleine nuit de la réforme des retraites montre bien combien le Président de la République craint le mouvement social. Il veut en finir vite avec le dossier des retraites car il sait sa réforme massivement contestée. Il veut également effacer la censure exercée par le Conseil constitutionnel sur la réforme de la médecine du travail mais la promulgation de la loi ne change pas son caractère injuste et inefficace. La réalité sociale demeure. La loi pénalise particulièrement les agents de la Fonction publique. Elle reste inacceptable ; la FSU demande son abrogation, l'ouverture d'un grand débat public et de réelles négociations pour d'autres mesures nécessaires à la sauvegarde et au développement des retraites par répartition et du code des pensions.

La FSU continuera à agir avec les personnels dans le cadre de l'intersyndicale. D'ores et déjà, elle appelle les personnels à faire du 23 novembre prochain, un rendez-vous social national majeur pour les retraites, l'emploi et les salaires.

Paris le 10 novembre

### **La ROLEX à 50 ans ...**



### **... La RETRAITE à 60 ans**

#### **Près de 9000 postes supprimés : l'école primaire asphyxiée**

Alors qu'à la rentrée prochaine, les écoles maternelles et élémentaires attendent encore 1500 élèves supplémentaires, le ministre annonce 9 000 suppressions de postes dans le premier degré.

C'est un tournant historique qui va aboutir à une véritable asphyxie de l'école !

Car, après un appauvrissement progressif de l'école, ces nouvelles suppressions vont se traduire par des fermetures de postes classes. Maternelles, formation, RASED, éducation prioritaire, effectifs par classe... ce sont tous ces leviers susceptibles de favoriser la réussite de tous les élèves qui vont en subir les conséquences.

Tous les rapports récents font état d'un sous-investissement chronique pour l'école primaire en France. En faisant le choix d'aggraver cette situation, le ministère ne rendra pas l'école plus juste ni plus efficace. Il tendra, au contraire, à rendre plus criantes les inégalités.

Pour le SNUipp-FSU cette politique est inacceptable. Il engage les enseignants à se mobiliser fortement dans les initiatives locales et nationale à venir. Il se tourne vers toutes les organisations pour des réponses unitaires à ces choix désastreux.

Tout début novembre, l'UMP a tenu une convention sur l'éducation. L'occasion était donnée aux responsables de ce parti politique de décliner leur vision du système éducatif. Voici les principaux extraits et les principales idées au sujet du premier degré. La lutte contre l'échec scolaire est évidemment l'objectif principal et l'apprentissage de la lecture reste le pilier central de tout le système. Une précision d'avant lecture, les principaux responsables se refusent à mettre en relation leur politique, ambitieuse chacun s'en doute, avec la volonté de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite. Il faudrait être quand même très mal intentionné pour croire qu'être discret sur ce point précis des moyens (9000 suppressions de postes pour l'année prochaine) relèverait d'une volonté d'empêcher les citoyens de faire le lien entre les objectifs affichés et les mesures envisagées.

## Etat des lieux, en analysant les propos tenus par les responsables UMP lors de cette convention.

### X. Bertrand (secrétaire général de l'UMP)

- 100% d'une classe d'âge doit savoir parfaitement lire, écrire et compter en fin de CE1.
- Augmenter le temps de présence des enseignants dans les écoles, le débat sur les obligations de service est nécessaire.
- Le directeur doit participer au recrutement des équipes et doit avoir une réelle marge de manœuvre en matière de FC.  
Attribution de moyens aux écoles sur la base d'un contrat Recteur-Directeurs d'école.

### C. Bedin :secrétaire nationale UMP à l'égalité des chances

- Interdire le redoublement au CP.
- Maternelle obligatoire à 3 ans et développer les jardins d'éveil (financements collectivités)
- Echec d'un élève de CP ne peut être imputé qu'à ses parents ou à la pédagogie.
- Il faut que les établissements aient une autonomie.
- Actuellement, on ne fait pas assez confiance aux élèves.
- Un contrat doit être signé entre l'enseignant, l'élève et les parents.
- Les élèves doivent être associés dès le CP aux réunions et à la vie de l'établissement.
- Suppression définitive des notes.
- Les parents d'élèves peuvent venir faire des cours dans les classes : par exemple les langues vivantes.
- Ils faut associer les grandes entreprises comme Danone aux activités : par exemple créer un nouveau logo pour Danone, pour encourager l'esprit de créativité et le travail en équipe.

- Supprimer les ZEP car trop larges et faire des micro-quartiers.

### F. Reiss : député UMP

Les écoles ont surtout besoin d'un patron, actuellement le directeur d'école doit devenir le représentant de l'Etat.

### L. Wauquiez : secrétaire d'état à l'emploi, conseiller politique de l'UMP

- La priorité est de mettre le paquet sur l'école primaire
- Il faut séduire les enseignants, même si ce n'est pas un objectif en soi.
- Stages de lecture pendant les vacances.

La questions des moyens n'est pas importante sur ce sujet (de la réussite scolaire).

### JM.Bockel : secrétaire d'état à la justice

- Le « coaching parental » doit être développé.
- Organiser des stages pour les parents d'enfants en difficulté.

Il faut dépister la délinquance juvénile dès 2-3 ans.

### Pour finir, le pompon du même Bockel :

La disparition de la puissance paternelle et l'égalité homme-femme dans le travail a largement contribué à réduire l'influence des hommes dans la vie familiale aussi bien sur le plan symbolique que réel. De fait, le père, souvent absent du processus éducatif, placé entre les mains des mères, ne joue plus son rôle de tiers séparateur. »

On peut remarquer que de nombreuses idées sont avancées mais qu'aucune n'est portée par une personnalité dont l'activité est centrée principalement sur l'éducation.

A travers ce florilège, on constate plusieurs choses avec des idées qui se recourent.

1) Certains « se lâchent complètement ». Sur la direction d'école, on ne prend même plus de gants et on parle ouvertement de « patron » pour le Directeur, qui pourrait aussi recruter les enseignants ! Un vrai chef d'entreprise ! Voilà pourquoi le SNUipp ne négociera jamais la création d'EPEP. Lorsqu'on y ajoute la volonté d'autonomie, on ne peut que craindre ce qui se concrétiserait derrière ce terme : autonomie financière ? Quelles sources de financements (public, privée, les deux) ? On voit bien la tentation avec la proposition de faire travailler les entreprises type Danone (!!!) dans des concours de dessins pour enfants !

Une preuve supplémentaire est la volonté de créer un lien direct entre le Recteur et les Directeurs d'école pour la répartition des moyens.

2) Si un élève est en échec scolaire, c'est soit de la faute de ses parents et dans ce cas, il faudra les « coacher » et leur faire faire des stages, soit c'est la faute de la pédagogie de l'enseignant et dans ce cas, il faut lui dire quelle pédagogie adopter. En fait, c'est tellement simple que personne n'y avait pensé jusque là ! Coaching pour les carences parentales et les bonnes méthodes pour les profs !

3) Un air un peu nauséabond flotte quand même au-dessus de l'école... On voudrait nous refaire le coup du « dépistage » (chacun jugera la qualité du terme employé) de la délinquance entre 2 et 3 ans... un enfant qui mordra un camarade ou qui mettra un coup de pied risquera d'être catalogué comme futur délinquant... et peut être que ses parents devront aller suivre des cours de « coaching »... ?

On passera sur la remarque sexiste et presque odieuse du dénommé Bockel au sujet de la « puissance paternelle »...

4) La scolarisation obligatoire à 3 ans : la question ne serait-elle pas plutôt de savoir si les conditions actuelles de scolarisations dans des classes à plus de 30 élèves sont acceptables ?

### Conclusions

Très concrètement, les objectifs sont formidables : anéantir l'échec scolaire, 100% d'une classe d'âge maîtrisant les compétences de français et de maths, le rêve ! Mais même en prenant la précaution de déclarer que le « paquet sera mis sur l'école primaire », on peut se demander si le paquet en question concerne les 16 000 postes en moins sur 2 ans mis en des 16 000 élèves en plus sur la même période... ?

On voit bien que derrière les discours que chacun partagera, les mesures prises vont à l'encontre de la possible atteinte de ces objectifs. Les rêves annoncés sont en contradiction totale avec les annonces budgétaires pour le budget 2011 ! Il sera très intéressant de voir si la prochaine période de carte scolaire valide (ou pas... ?) l'idée portée par l'UMP que « les moyens ne sont pas une question centrale » dans le projet pour la réussite éducative.

## EVS, AVS dans les écoles

En 2009-2010, 17 000 assistants d'éducation (essentiellement sur des postes d'AVS) et 50 000 EVS sous contrats aidés étaient en exercice dans les écoles maternelles et élémentaires.

Depuis le 1er janvier 2010, un seul contrat, le nouveau «contrat unique d'insertion» (CUI) est proposé aux emplois de vie scolaire. D'une durée de 24 mois sans prolongation possible sauf situation particulière (salariés handicapés et/ou âgés de plus de 50 ans), il donne lieu à la signature d'une convention, contenant un certain nombre d'exigences notamment en terme d'accompagnement et de formation.

C'est sur ces points que devra porter notre action avec les personnels précaires car la formation reste le parent pauvre de la mise en œuvre de ces contrats. De plus, les établissements employeurs essaient de renforcer la modulation horaire au détriment des droits des personnels et le remplacement nécessaire de nombreux AVS amène à une généralisation des contrats à double mission (aide administrative et accompagnement des élèves en situation de handicap) et à une dispersion des emplois. De plus en plus, les lieux d'exercice des missions ne sont plus uniques.

Le SNUipp réaffirme la nécessité de créer de véritables emplois statutaires et d'en favoriser l'accès aux personnels actuellement employés.

Concernant la professionnalisation des AVS, un « dispositif transitionnel » prévoit notamment la reprise de 574 AVS par le biais de conventions avec des associations ou les services d'aide à domicile. Cette démarche n'intègre qu'une petite partie des revendications des organisations syndicales qui, à l'initiative du SNUipp, ont rappelé unitairement leur exigence d'un métier d'Accompagnant du Jeune Handicapé avec un cadre d'emploi pérenne, garantissant les droits des salariés, pour permettre à tous les jeunes en situation de handicap, une participation pleine et entière à la citoyenneté avec une égalité d'accès au service sur le territoire pour les familles des enfants accompagnés.

## Direction et fonctionnement de l'école : la parole aux personnels !

Directeurs et adjoints, d'écoles maternelle et élémentaires, ce sont près de 10 000 collègues qui ont répondu à l'enquête nationale du SNUipp sur la direction et le fonctionnement de l'école. Cette participation confirme que la situation actuelle n'est plus acceptable et que de vraies réponses sont nécessaires.

Trois axes d'évolution se dégagent :  
un fonctionnement plus collectif de l'école et une structuration à clarifier  
une redéfinition des tâches qui deviennent exponentielles  
une reconnaissance de la direction d'école avec du temps de décharge pour toutes les écoles ainsi que des moyens matériels.

Pour la majorité des personnels ayant répondu à l'enquête, ni un statut pour la direction, ni la création d'EPEP n'amélioreraient le fonctionnement des écoles.

A partir de ces pistes, le SNUipp appellera les collègues à engager l'action et interviendra auprès du ministère pour faire changer la donne : plus de temps de décharge, plus de fonctionnement collectif avec le conseil des maîtres, une meilleure reconnaissance financière et plus de temps de concertation pour tous. Il s'adressera à tous ses partenaires en ce sens.

30 élèves  
par classe,  
ça rend  
chèvre...



## La non-formation des enseignants

Pour économiser 16 000 postes de fonctionnaires, le gouvernement a prévu de supprimer l'année de formation en alternance rémunérée dont bénéficiaient jusqu'à présent les nouveaux enseignants après leur réussite au concours.

À la rentrée 2010, plus de 16 500 jeunes professeurs exerceront à plein temps et en pleine responsabilité sans avoir reçu de formation professionnelle.

*Nous allons donc avoir de nouveaux collègues, d'une part les sortants de PE2 que l'on nomme les T1 et, d'autre part les lauréats au concours d'Avril 2010 qui seront soit issus de PE1, soit candidats libres et que l'on appellera les FS1.*

*Les T1 devraient être affectés de la même façon que les années précédentes.*

*Pour les FS1, Le Ministère a envoyé une lettre de cadrage aux inspecteurs d'Académie pour préciser comment seront intégrés les étudiants reçus au concours d'avril 2010.*

*Ils seront affectés en brigade de remplacement (de préférence sur des remplacements longs) et non pas sur des postes réservés comme il avait été envisagé un certain temps*

*Stabilisés dans une école et dans une classe jusqu'à la Toussaint en présence d'enseignants expérimentés (Le SNUipp avait demandé que les lauréats ne soient pas en pleine responsabilité de classe, la réponse du ministère n'en tient que partiellement compte)*

*Ils seront évalués et validés en fin d'année scolaire*

### Remarques :

- Le cadrage renvoie sur un cadrage rectoral en accord avec les Universités qui sont autonomes. Autant dire que d'une Académie à l'autre, les différences seront de taille.
- Se pose la question des missions des MAT et des IMF. Le SNU a toujours défendu la complémentarité des deux enseignants mais seuls les IMF ont une reconnaissance en terme de qualification. Difficile aujourd'hui de préparer un CAFIPEMF sans savoir quel est l'avenir des IMF ...

Que vont faire les IMF ? Les Conseillers Pédagogiques ? Les MAT ?

Les IMF interviendront-ils dans le suivi des FS1 et sous quelle forme ? Quelles seront les nouvelles responsabilités des MAT ? Que feront les collègues dans les écoles s'il y a des difficultés majeures ? Qui contacter ? Qui

prendra la classe lorsque les FS1 seront en analyse de la pratique ?

Et comme si cela ne suffisait pas, des étudiants viendront en stage : En effet, à la rentrée 2010, dans les Universités, tout étudiant inscrit en Master 2 pourra passer le concours en septembre 2010 et aller ensuite dans les classes ... Qui les suivra ?

Est-ce que de nouvelles responsabilités incomberont aux directeurs ?

**Bref, à quelques mois de la rentrée, c'est un peu fort qu'il reste autant de questions en suspens sur l'organisation de l'arrivée des nouveaux enseignants stagiaires.**

Récapitulatif de la valse dans les écoles : A la rentrée 2010, dans les écoles il y aura :

Environ 36 T1 qui iront en stage 2 fois 3 semaines

Environ 40 FS1 sur des postes de brigade qui iront en formation 12 semaines

Des Master 2 (reçus à l'écrit du concours en septembre 2010) qui seront 108 heures dans les classes en stages d'observation et en responsabilité

Des M1 qui seront en stage d'observation dans les classes

Combien d'élèves seront concernés ? Leur nombre est proprement terrifiant.

- **Dans les écoles maternelles et élémentaires**, ce sont **7 000 nouveaux professeurs des écoles** (hors enseignement privé) qui sont attendus, soit 7 000 classes (une sur quarante) et **168 000 élèves** qui seront pris en charge par un enseignant à la formation professionnelle tronquée voire inexistante.
- Dans les collèges et les lycées (publics et privés), 9 500 nouveaux enseignants seront affectés. Selon nos estimations, ce sont environ **UN MILLION ET DEMI D'ELEVES** concernés.

**Le SNUipp continue donc à exiger l'abandon, l'abrogation des décrets de juillet 2009 et des circulaires déjà publiées. Les reçus aux concours de 2010 doivent bénéficier de la même formation que leurs prédécesseurs. Les concours de 2011 doivent avoir lieu selon les modalités et le calendrier actuels...**

**ENSEIGNER EST UN METIER  
QUI S'APPREND!**

## Agenda Mémor

- Du jeudi 18 novembre, 12 h au mardi 7 décembre 12 h: permutations informatisées, saisies des vœux sur iprof.
- 15 décembre 2010 : CAPD promotions
- « 6 décembre: St Nicolas »
- 

UN MOUTON QUI BOUGE  
EST PLUS DIFFICILE A TONDRER!



- Benoit SNUipp/FSU 16 -

**A l'école,  
on admet les différences,  
pas les inégalités.**



**Pour l'école, on ne doit pas se priver.**



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des écoles et Pégc | [www.snuipp.fr](http://www.snuipp.fr)

***C'est décidé, cette année,  
je me syndique !***

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp 16. Conformément à la loi du 08/01/78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp 16.

## **La Tribune** des enseignants charentais

**Bimestriel - n° 160**  
**Octobre—Novembre 2010**

**SNUipp 16**  
**FSU**

DEPOSÉ LE : 25 novembre 2010

• Edito	page 1
• Communiqué FSU: toujours le mépris - 9000 postes supprimés	page 2
• L'éducation selon l'UMP	page 3
• Sommaire—Agenda	page 4
• Dossier « DIRECTION »	encart
- Base élèves	
- EVS sacrifiés	
- Mosart 2	
- le rapport Reiss	

éditeur: SNUipp Charente

**SNUipp Charente**  
**BP 381- 16008 Angoulême Cédex**  
**Tel 05.45.95.48.09 Fax 05.45.93.26.18**  
**e-mail [snu16@snuipp.fr](mailto:snu16@snuipp.fr)**  
**Site internet: <http://16.snuipp.fr/>**

Prix de Vente 1 €

CPPAP N° 0310 S 07215 ■ ISSN N° 1241 865 X  
Directeur de publication : Patrick Lavallade  
imprimeur: Snuipp Charente